

## AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

**Numéro d'identification :** AA2018 006  
**Titre :** Mission de maîtrise d'œuvre Alerte Attentat  
**Avis publié le :** 21/06/2017  
**Réception des offres le :** 12/07/2017

A  TRAVAUX B  FOURNITURES C  SERVICES

1	<b>La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC :</b> <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
2	<b>Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence :</b> <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
3	<b>Le présent avis correspond à un système de qualification constituant une mise en concurrence :</b> <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
4	<b>Identification du pouvoir adjudicateur :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Etablissement public national
5	<b>Activité principale du pouvoir adjudicateur :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Education
6	<b>Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs :</b> <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
7	<b>Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur:</b> 1 <u>Nom de l'organisme</u> : <b>UNIVERSITE JEAN MONNET</b> 2 <u>Correspondant</u> : Lionel CHAZELET Direction du Patrimoine 3 <u>Adresse</u> : 10 rue Tréfilerie 4 <u>Code postal</u> : <b>42023</b> 5 <u>Ville</u> : <b>Saint-Etienne cedex 2</b> 6 <u>Pays</u> : <b>France</b> 7 <u>Téléphone</u> : 0477421819 8 <u>Poste</u> : 9 <u>Fax</u> : 0477421799 10 <u>Courriel</u> : <a href="mailto:lionel.chazelet@univ-st-etienne.fr">lionel.chazelet@univ-st-etienne.fr</a> et <a href="mailto:marches-publics@univ-st-etienne.fr">marches-publics@univ-st-etienne.fr</a> 11 <u>Adresse internet (URL)</u> : <a href="https://www.univ-st-etienne.fr/">https://www.univ-st-etienne.fr/</a>
8	<b>Objet du marché :</b> 1 <u>Objet du marché</u> : La présente consultation a pour objet la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre « Alerte attentat ». 2 <u>Type de marché de service</u> : <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

3 Nomenclature CPV : 79710000-4 Services de sécurité.

4 Objets complémentaires : non concerné

Code Nacres : BF.12

**9 Lieux d'exécution et de livraison :**

Lieu de livraison : La prestation portera sur l'ensemble du patrimoine de l'université suivant liste ci-jointe

**10 L'avis concerne :**  un marché public

**11 Caractéristiques principales :**

Le présent avis d'appel porte sur la réalisation d'une prestation de service de Mission de maîtrise d'œuvre (équivalent missions APD PRO ACT DET VISA AOR) pour les travaux du projet « Alerte attentat ».

La date de livraison souhaitée est le au plus tard le : 2 novembre

Lieu de livraison : ensemble du patrimoine de l'université suivant liste ci-jointe

Visite :  oui  non

**1 Quantités :**

La présente consultation porte sur une proposition d'honoraire pour la maîtrise d'œuvre (équivalent missions APD PRO ACT DET VISA AOR) du projet suivant :

Dans le cadre de du plan « Vigipirate », l'Université souhaite équiper l'ensemble de son patrimoine d'un système alarme générale "attentat". Soit environ 150 000 m<sup>2</sup> de plancher réparti en 5 campus fonctionnant en 8 sites:

- Campus Métare comprenant: le site IUT de Saint-Etienne et le site Métare,
- Campus Tréfilerie comprenant: le site Papin et la site Tréfilerie,
- Campus Manufacture,
- Campus Pôle Santé,
- Campus Roanne comprenant le site IUT de Roanne et le Site Centre Universitaire Roannais.

Chaque site devra avoir sa propre centrale.

De plus:

- l'accueil de chaque site sera pourvu d'un bouton « hold-up » permettant d'alerter discrètement des postes téléphoniques déterminés.

- Un système de diffusion de message d'alerte par haut-parleur extérieur sur chaque site devra être étudié par le prestataire et faire l'objet livrable à remettre à la personne publique.

Enfin dans le cadre de la présente consultation il est impératif de prendre connaissance du récapitulatif des ERP de l'Université ainsi que des plans des différents sites et bâtiments à équiper. Ces documents sont joints au présent document de consultation a savoir :

- Annexe 1 : Classement ERP
- Annexe 2 : Plans des différents sites concernés

	<p><u>Garantie</u> : le matériel devra être garanti pendant 12 mois au minimum à compter de la date d'admission dudit matériel. Cette garantie devra couvrir les pièces, main d'œuvre et frais de déplacement.</p> <p>2 <u>Prestations supplémentaires éventuelles (description concernant les achats complémentaires)</u> : Sans objet.</p> <p>3 <u>Acceptation des variantes</u> : <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p><u>Négociation</u> : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres reçues. A ce titre, il peut également attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.</p>
12	<p><b>Prestations divisées en lots</b> : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non</p>
13	<p><b>Durée du marché ou délai d'exécution :</b></p> <p><u>Soit durée</u> : A compter de sa notification pour une exécution de la prestation dans les délais fixés par le candidat dans sa réponse à la mise en concurrence. La mission durera au minimum jusqu'à l'achèvement des travaux faisant l'objet de la présente maîtrise d'œuvre.</p>
14	<p><b>Conditions relatives au marché :</b></p> <p>1 <u>Cautionnement et garantie exigés</u> : sans objet.</p> <p>2 <u>Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent</u> :  Paiement : virement administratif. Délai : 30 jours. Intérêts moratoires : suivant Décret 2013-269 du 29/03/2013.</p> <p>3 <u>Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément du français</u> : à compléter le cas échéant</p>
15	<p><b>Conditions de participation :</b></p> <p>1 <u>Situation juridique</u> (références requises) : Ne pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner suivant art. 48 de l'Ordonnance du 23/07/2015.</p> <p>2 <u>Capacité économique et financières</u> (références requises/niveaux spécifiques minimaux exigés) : cf. ci-dessus.</p> <p>3 <u>Référence professionnelle et capacité technique</u> : Liste des opérations similaires exécutées au cours des 3 dernières années</p> <p>Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté - elle contient la <u>proposition technique et financière</u> comprenant :</p>

	<p>&gt; l'offre financière (devis)          &gt; un descriptif technique de l'offre devis et/ou annexe          &gt; le planning          &gt; tout élément nécessaire à la compréhension de l'offre</p> <p>* le délai débute à compter de la réception du bon de commande par le fournisseur.</p> <p><u>Au stade de l'attribution</u> du marché avant notification, les pièces administratives suivantes (datant de moins de 6 mois) à sont à produire :</p> <p>&gt; <i>Kbis ou équivalent</i>          &gt; <i>attestations fiscales</i>          &gt; <i>attestations sociales</i>          &gt; <i>attestation d'assurance</i></p>										
<b>16</b>	<b>Marché réservé à des ateliers protégés :</b> <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non										
<b>17</b>	<p><b>Critères d'attribution :</b></p> <p><u>Offre économique la plus avantageuse en fonction des critères énoncés ci-dessous :</u></p> <p>40% Valeur technique dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation/Moyens techniques et humains.</li> <li>- Planning d'intervention /délai de livraison des documents.</li> </ul> <p>60% Prix</p>										
<b>18</b>	<p><b>Procédures :</b></p> <p>Type de procédure : <input checked="" type="checkbox"/> procédure adaptée</p>										
<b>18</b>	<p><b>Conditions de délai :</b></p> <p>1 <u>Date limite de réception des offres</u> : 12/07/2018 à 16 h00</p> <p>Les offres sont à transmettre sous plis papier ou courriel à l'acheteur indiqué section 7.</p> <p>2 <u>Délai minimum de validité des offres</u> : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>										
<b>19</b>	<p><b>Renseignements complémentaires</b></p> <p>1 <u>Numéro de référence attribué au marché</u> :</p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>A</td><td>A</td><td>2</td><td>0</td><td>1</td><td>8</td><td>-</td><td>0</td><td>0</td><td>6</td> </tr> </table> <p>2 <u>Autres informations</u> (ne faisant partie d'aucune autre rubrique) :          A compléter le cas échéant</p>	A	A	2	0	1	8	-	0	0	6
A	A	2	0	1	8	-	0	0	6		
<b>20</b>	<p><b>Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :</b></p> <p>1 Nom de l'organisme : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON          2 Adresse : Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin          3 Code postal : 69433</p>										

---

4 Ville : Lyon cedex 03  
5 Pays : France  
6 Téléphone : 04 78 14 10 10  
7 Poste : non concerné  
8 Télécopieur : 04 78 14 10 10  
9 Courriel : non concerné  
10 Adresse internet (url) : [www.conseil-etat.fr/ta/lyon/index.html](http://www.conseil-etat.fr/ta/lyon/index.html)

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Un référé précontractuel peut être introduit sans délai avant la signature du contrat avec le candidat retenu (article L551-1 à L 551-12 du Code de Justice Administrative).
- Un référé contractuel est possible au titre des articles L551-13 à 551-23 du Code de Justice Administrative et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Un recours de pleine juridiction peut être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 358994 du 04/11/2014, Département du Tarn et Garonne.

---

**21 Date d'envoi du présent avis à la publication :**

Le 21/06/2018